

30/12/2022

RAPPORT ANNUEL

EPARINTER INFLATION PLUS

SOMMAIRE

1. Caractéristiques de l'OPC	3
2. Changements intéressant l'OPC	4
3. Rapport de gestion	5
4. Informations réglementaires	7
5. Certification du Commissaire aux Comptes	15
6. Comptes de l'exercice	21



Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de ce FIA. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce FIA et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

Eparinter Inflation Plus

Part C : FR0011537570

FIA soumis au droit français

Ce FIA est géré par ABN AMRO Investment Solutions, une société de gestion du Groupe ABN AMRO

OBJECTIFS ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

L'objectif de gestion du Fonds est d'offrir une performance supérieure à l'inflation +3,05%, net de frais de gestion, sur un horizon de 5 ans par le biais d'une allocation entre les différentes classes d'actifs telles que définies dans la stratégie d'investissement et la sélection d'OPC au sein de chaque classe d'actifs.

Le FIA est géré de manière discrétionnaire. L'OPC n'est pas géré en référence à un indice de référence.

L'inflation est représentée par l'indice France CPI All Ex energy qui est donné à titre d'information et d'appréciation à posteriori de la performance du FCP obtenue.

Afin d'atteindre cet objectif, la gestion sera basée sur une sélection d'OPC/Trackers (de 0% à 100% de l'actif net). Par ailleurs, le Fonds peut également utiliser des titres vifs tels que des actions (de 0% à 100% de l'actif net), des titres de créances et instruments du marché monétaire et obligataire (de 0% à 100% de l'actif net) ainsi que des produits dérivés.

Les actifs ainsi sélectionnés par la société de gestion sont répartis selon quatre grandes stratégies :

- Stratégies actions,
- Stratégies de gestion diversifiée et opportuniste,
- Stratégies de taux d'intérêts,
- Stratégies directionnelles.

L'allocation entre les différentes stratégies fait suite à l'étude de la situation macroéconomique générale et de l'environnement des risques.

En fonction des opportunités de marchés, chacune des stratégies pourra avoir un poids significatif ou négligeable.

Dans la mise en place des stratégies de gestion, une attention particulière sera portée au suivi des risques, en vue notamment de chercher à limiter la perte maximale du portefeuille.

En cas d'anticipations défavorables des marchés, la gestion peut investir dans des actifs monétaires (OPC et titres vifs) de 0% à 100% de l'actif net dans le but d'apporter de la stabilité et de limiter la volatilité globale.

Le gérant pourra intervenir sur les marchés dérivés dans un but de couverture ou d'exposition aux risques actions, taux et change. Ces instruments peuvent inclure, sans toutefois s'y limiter, des futures, des options, des swaps et des contrats de change à terme. L'effet de levier indicatif ne dépassera pas 350% de l'actif net.

A des fins d'optimisation de la gestion de la trésorerie, le Fonds pourra avoir recours à des opérations d'acquisition et cession temporaires de titres jusqu'à 100% de l'actif net.

Le Fonds capitalise son résultat net et ses plus-values nettes réalisées.

La durée de placement recommandée est de 5 ans minimum.

Les demandes de rachats sont centralisées avant 17h30 la veille du jour d'établissement de la valeur liquidative chez CACEIS Bank et exécutées sur la base de la prochaine valeur liquidative (valeur liquidative hebdomadaire le vendredi).

PROFIL DE RISQUE ET DE RENDEMENT



1	2	3	4	5	6	7
---	---	---	---	---	---	---

Cette donnée se base sur les résultats passés en matière de volatilité. Les données historiques telles que celles utilisées pour calculer l'indicateur synthétique pourraient ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur du Fonds.

La catégorie de risque associée à ce Fonds n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps.

La catégorie la plus faible ne signifie pas « sans risque ».

POURQUOI LE FIA EST CLASSE DANS LA CATEGORIE [5]

L'exposition diversifiée aux marchés actions, aux risques de taux et de crédit explique le classement du FCP dans cette catégorie.

Le capital investi initialement n'est pas garanti.

RISQUES IMPORTANTS POUR LE FIA NON PRIS EN COMPTE DANS L'INDICATEUR :

- **Risque de crédit** : il représente le risque de baisse de la valorisation des instruments de taux découlant d'une dégradation de la signature de l'émetteur ou d'un accroissement de son risque de défaut (c'est-à-dire le risque que l'émetteur ne puisse pas faire face à ses obligations financières). Il peut impacter négativement la valeur liquidative du Fonds.
- **Risque lié à l'utilisation de produits dérivés (couverture et levier)** : le Fonds peut se couvrir contre différents risques financiers par le biais de contrats dérivés. La couverture mise en place, partielle ou systématique, peut être imparfaite et ne pas remplir l'objectif recherché. Le Fonds peut s'exposer à différents risques financiers par le biais de contrats dérivés. L'effet de levier induit par le recours à des produits dérivés amplifie les mouvements du portefeuille et peut impacter négativement la valeur liquidative du Fonds.
- **Risque de liquidité** : dans le cas d'une baisse de la liquidité sur les marchés où il intervient, le Fonds pourrait ne pas être en mesure d'acheter ou de vendre les titres concernés au moment voulu et au juste prix. Ce dérèglement des marchés peut impacter négativement la valeur des titres en portefeuille et la valeur liquidative du Fonds.
- **Risque de contrepartie** : il s'agit du risque lié à l'exposition du Fonds à des contreparties financières lors de la conclusion de contrats financiers de gré à gré. Il correspond au risque de perte pour le Fonds lorsque la contrepartie à une opération fait défaut à ses obligations avant que l'opération ait été réglée de manière définitive.

2. CHANGEMENTS INTÉRESSANT L'OPC

Le 11/02/2022 : Mise à jour annuelle des performances.

Le 07/06/2022 : mention relative à l'interdiction de souscription à l'encontre de ressortissants de nationalité russe ou biélorusse.

3. RAPPORT DE GESTION

2022 a été une année compliquée pour les actifs risqués. Toutes les classes d'actifs, à l'exception des matières premières, ont terminé l'année avec une performance négative, effaçant tous bénéfices de diversification. La re-calibration des politiques monétaires face à une inflation fulgurante a été le principal facteur de la correction. L'explosion des taux d'intérêt depuis de très bas niveaux a ainsi causé un ajustement des valorisations.

Alors que l'inflation a rapidement atteint des records, les banques centrales ont réagi en conséquence avec une série de remontées des taux. La Banque d'Angleterre a été la première à intervenir, augmentant son taux directeur huit fois en 2022 à 3,5%. La Réserve Fédérale a relevé son taux de référence de 0,25% en mars à 4,5% en décembre tout en annonçant un plan de réduction de son bilan. La Banque Centrale Européenne a augmenté ses trois principaux taux de 50pb quatre fois en 2022, mettant un terme à l'existence des taux d'intérêt nominaux négatifs. Les taux souverains ont suivi avec le taux 10 ans du trésor américain et le taux 10 ans allemand passant respectivement de 1,51% à 3,87% et de -0,17% à 2,57%. Néanmoins, malgré cette forte hausse, les taux d'intérêt réels sont restés négatifs.

2022 a aussi été l'année du renforcement des tensions géopolitiques avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février, ranimant la guerre en Europe. L'OTAN et ses alliés ont répondu avec de lourdes sanctions visant à limiter les principales sources de financement de la Russie. Les alliés de l'Ukraine ont décidé d'exclure le pays du système de messagerie SWIFT et de geler les réserves de sa banque centrale tandis que la Russie a riposté avec l'arrêt de ses exportations d'hydrocarbures en Europe. La fin des exportations de gaz vers l'Europe a déclenché une crise énergétique, accélérant d'autant plus l'inflation. Les pays européens ont réussi à atteindre les capacités maximales de leurs réserves avant l'arrêt complet des gazoducs Nord Stream, évitant ainsi des coupures durant l'hiver et des restrictions de consommation d'électricité. Les prix de l'électricité comme ceux du gaz et du pétrole ont bondi avant de se normaliser.

Avec le resserrement des conditions financières décidé par les banques centrales et l'érosion du pouvoir d'achat sous l'effet de l'inflation, l'activité économique a commencé à montrer certains signes d'une récession proche. Les indicateurs avancés et les enquêtes de confiance sont entrés en territoire de contraction alors que la consommation et la production ont ralenti. Aux USA, le marché du travail est resté solide avec notamment d'importantes hausses salariales pour les personnes changeant d'emploi. Les résultats des entreprises ont aussi montré une certaine résilience, avec de solides marges bénéficiaires. Elles ont réussi à répercuter la hausse des coûts de leurs intrants sur le consommateur. Le FMI estime que le PIB mondial a progressé de 3,2% cette année, ralentissant après le rebond post-covid de 2021.

Dans les pays développés, les actions ont souffert de la hausse des taux d'intérêt conjuguée aux anticipations de récession. Le S&P 500 a baissé de 18,3% et le Nasdaq a chuté de 32,9% alors que les actions technologiques sont restées particulièrement sensibles aux hausses des taux. Moins exposé au secteur informatique, la perte a été plus limitée pour l'Euro Stoxx : -8,7%. A l'inverse, le secteur de l'énergie a fortement surperformé. La hausse des taux américains a également entraîné un renforcement du dollar, un facteur négatif pour les pays émergents. Le gouvernement chinois a été confronté à des troubles sociaux et économiques suite à sa politique « zéro-covid » l'obligeant à prendre des mesures d'assouplissement des restrictions tandis que la consolidation du pouvoir de Xi Jinping a effrayé les investisseurs. Ainsi, les actions chinoises ont chuté de 21,8% sur l'année. Malgré la forte correction du marché, la volatilité des actions est restée proche de sa moyenne historique. En parallèle, la volatilité des obligations a atteint un niveau record.

Le retour de l'inflation observé dès fin 2021 suite à la crise du Covid-9 (perturbation des chaînes de production, abondance de liquidités et pénurie des matières premières), couplé à la guerre en Ukraine de fin février (hausse du prix de l'énergie) a entraîné un recalibrage des politiques monétaires. Les banques centrales ont ainsi remonté les taux à un rythme très soutenu. Les craintes de récession pour 2023 et les restrictions sanitaires en Chine ont aussi marqué le décrochage simultané des marchés actions et obligataires en 2022.

La dispersion sectorielle a été très forte en 2022, avec une surperformance marquée de l'Energie et une baisse importante des valeurs corrélées aux taux (croissance, technologie et immobilier).

Toutefois, les flux de trésorerie des entreprises et les marges bénéficiaires ont continué de faire preuve d'une forte résilience dans les pays développés.

L'allocation actions a été le principal détracteur de la performance en 2022, les fonds présentant un biais « croissance » (BNP Disruptive Technology, Objectif investissement microcaps, Threadneedle small caps) ont le plus souffert par rapport aux fonds présentant un biais « value » (Amundi Europe Equity value, Aristole US).

Par contre, les fonds thématiques de diversification géographique (Schroder Frontier Markets et Capital Japan) ont fait preuve de résilience dans un contexte de baisse généralisée des marchés actions.

Notre exposition actions est de 81% à fin décembre 2022, uniquement par l'intermédiaire des fonds actions. Notre exposition à la dette émergente en monnaie locale est de 11,1% et de 4,4% sur les obligations de la zone Euro à Haut Rendement. Le résiduel (3,5%) est investi en fonds monétaire. Nous avons par ailleurs, un engagement de 3,7% sur les taux 10 ans US.

La récession attendue en 2023 est déjà bien anticipée, l'inflation a commencé à ralentir globalement et les taux des banques centrales devraient atteindre leur pic. Nous sommes relativement confiants pour les actions en 2023.

La dynamique des bénéfices – pour le moment très résiliente – devrait donner le ton.

La remontée des taux redonne des marges de manœuvre à la diversification des portefeuilles.

Performance du fonds

Sur la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022, la performance d'Eparinter Inflation Plus a été de -18,7% contre +8,0% pour l'indice Inflation France ex energy +3,05%.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Principaux mouvements dans le portefeuille au cours de l'exercice

Titres	Mouvements ("Devise de comptabilité")	
	Acquisitions	Cessions
Threadneedle (Lux) - Pan European Smaller Companies ZE (EUR		7 128 570,00
NB EMERGING MARKET DEBT LC CLASS I EUR HEDGED		6 768 000,00
NB EMERG MKTS DBT-LOC CUR-I	6 721 598,97	
OSTRUM SRI MONEY I C	4 184 281,40	1 109 576,70
ABN AMRO MM ARIST US-I USD	764 846,75	4 180 336,48
SCHRODER ISF EURO HIGH YD-C	4 416 110,50	
CGS FMS GL EVO FRT MR-RCLEUR		3 980 900,00
BNP Paribas Funds Disruptive Technology I USD-Capitalisation		2 269 322,40
ABN AMRO Multi-Manager Funds - Parnassus US Sustainable Eqs	1 121 400,62	
ABN AMRO MM-FOM NEMKE-I USD	738 352,70	

4. INFORMATIONS RÉGLEMENTAIRES

TRANSPARENCE DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT SUR TITRES ET DE LA RÉUTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS – RÈGLEMENT SFTR – EN DEVISE DE COMPTABILITÉ DE L'OPC (EUR)

Au cours de l'exercice, l'OPC n'a pas fait l'objet d'opérations relevant de la réglementation SFTR.

PROCÉDURE DE SÉLECTION ET D'ÉVALUATION DES INTERMÉDIAIRES ET CONTREPARTIES

La société de gestion sélectionne les courtiers ou contreparties selon une procédure conforme à la réglementation qui lui est applicable et en particulier l'article 314-75 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers. Dans le cadre de cette sélection, la société de gestion respecte à tout moment son obligation de « best selection ».

Les critères objectifs de sélection utilisés par la société de gestion sont notamment la qualité de l'exécution des ordres, les tarifs pratiqués, ainsi que la solidité financière de chaque courtier ou contrepartie.

Le Compte rendu relatif aux frais d'intermédiation sur les actions européennes établi en application de l'article 314-82 du Règlement Général de l'AMF dans le cadre de la mise en œuvre des commissions partagées à compter du 1^{er} janvier 2008, est disponible sur le site de la société de gestion : www.abnamroinvestmentsolutions.com.

POLITIQUE DE VOTE

La société de gestion agit en toutes circonstances pour le compte des porteurs de parts et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le Fonds. Le rapport relatif à l'exercice des droits de vote aux assemblées générales pour l'année 2022 est disponible sur le site de la société de gestion :

www.abnamroinvestmentsolutions.com.

UTILISATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS GERES PAR LA SOCIETE DE GESTION OU UNE SOCIETE LIEE

Le tableau des instruments financiers gérés par la société de gestion ou une société liée se trouve dans les annexes des comptes annuels de l'OPC.

COMMUNICATION DES CRITÈRES ENVIRONNEMENTAUX, SOCIAUX ET DE QUALITÉ DE GOUVERNANCE (ESG)

L'OPC ne prend pas, simultanément, en compte les critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG). La politique de la société de gestion en matière de critères ESG est disponible sur le site internet www.abnamroinvestmentsolutions.com.

RÈGLEMENTS SFDR ET TAXONOMIE

Article 6 :

« Compte tenu de ses caractéristiques, ce FCP n'intègre pas les considérations de risque de durabilité dans ses décisions d'investissement. Par ailleurs, les investissements sous-jacents à ce produit financier ne tiennent pas compte des critères de l'UE en matière d'activités économiques écologiquement durables. Le risque de durabilité est considéré comme une condition ESG qui, si elle se produit, pourrait avoir un impact négatif matériel réel ou potentiel sur la valeur des investissements. »

MÉTHODE DE CALCUL DU RISQUE GLOBAL

La méthode de calcul retenue est la VaR Absolue ou relative.

Eparinter VaR(99%,5)

Niveau maximum de VaR mensuelle : -6,48%

Niveau minimum de VaR mensuelle : -3,93%

Niveau moyen de VaR mensuelle : -5,34%

Eparinter VaR(99%,20)

Niveau maximum de VaR mensuelle : -12,97%

Niveau minimum de VaR mensuelle : -7,86%

Niveau moyen de VaR mensuelle : -10,67%

TRAITEMENT DES ACTIFS NON LIQUIDES

Néant.

Dans le cadre du traitement des actifs non liquides, la société de gestion communique au Gestionnaire administratif et comptable le cours à utiliser si elle estime que le cours retenu initialement ne reflète pas la valeur réelle du marché, en application de la procédure « règles d'application de la pricing policy entre AAIS et CACEIS FA ».

GESTION DE LA LIQUIDITE

Conformément à la réglementation européenne, la société de gestion conduit régulièrement des tests de résistance, dans des conditions normales et exceptionnelles de liquidité, qui lui permettent d'évaluer le risque de liquidité du fonds. Ces tests de résistance se caractérisent par des scénarios de manque de liquidité des actifs ou des demandes atypiques de rachat de parts.

GESTION DES RISQUES

La société de gestion a établi une politique de risque et un dispositif opérationnel de suivi et d'encadrement veillant à s'assurer que le profil de risque de l'OPC soit conforme à celui décrit aux investisseurs. En particulier sa fonction permanente de gestion des risques veille au respect des limites encadrant les risques de marché, de crédit, de liquidité ou de change. L'outil de suivi de risque et les procédures de suivi font l'objet d'une adaptation à chaque stratégie de gestion pour conserver toute la pertinence du dispositif.

EFFET DE LEVIER

L'engagement brut pour ce FIA est de 103,13%.

L'engagement net pour ce FIA est de 103,68%.

POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DE LA SOCIÉTÉ DE GESTION

Cette annexe est directement liée à la Politique de Rémunération du Groupe Neuflyze OBC. Elle détaille les critères d'identification, de performance et de versement applicables aux salaires identifiés au sein d'ABN AMRO Investment Solutions (AAIS), en vertu de réglementations applicables au niveau du groupe et spécifiques aux sociétés de gestion. Cette politique prend en compte les facteurs internes tels que l'organisation, les objectifs, les valeurs, et les intérêts à long terme du Groupe Neuflyze OBC afin d'assurer une politique durable et responsable, dans la continuité des objectifs du groupe ABN AMRO en matière de durabilité, en matière d'engagement sociétal mais également en matière de produits et services fournis à nos clients.

Neuflyze OBC pourra être amené à mettre à jour cette Annexe, au regard d'évolutions réglementaires, des pratiques de Place et de décisions prises par ABN AMRO.

Toute référence à la filiale de gestion d'actifs du Groupe Neuflyze OBC s'applique également aux filiales de cette dernière et est donc applicable à tous ses collaborateurs.

La Direction des Ressources Humaines du Groupe Neuflyze OBC est responsable de la gestion des ressources humaines de la filiale de gestion d'actifs de Neuflyze OBC.

I. GOUVERNANCE EN MATIERE DE POLITIQUE DE REMUNERATION

La Politique de Rémunération, dont ce document est en annexe, est validée par le Conseil de Surveillance de la filiale de gestion d'actifs du Groupe Neuflyze OBC, basée sur une proposition faite par son Comité des Rémunérations. La Politique de Rémunération est revue tous les ans par le Conseil de Surveillance.

Conformément à la réglementation, la liste des collaborateurs régulés par des dispositions locales ou globales doit être revue tous les ans. Dans le chapitre II de ce document est présentée une vue d'ensemble des critères concernant l'identification, la performance et le versement applicables à tous les collaborateurs régulés par des dispositions globales. Au chapitre III cette vue d'ensemble est présentée pour les collaborateurs régulés par des dispositions locales.

I.1. Comité des Rémunérations de la filiale de gestion d'actifs de Neuflyze OBC

Le Comité des Rémunérations de la filiale de gestion d'actifs de Neuflyze OBC se réunit une fois par an a minima et autant de fois que nécessaire. Il a pour mission :

- o d'étudier la politique de rémunération de l'entreprise et des catégories de personnel telles que définies par la réglementation,

- d'émettre des propositions sur les éléments de rémunération des dirigeants exécutifs, des responsables des fonctions de contrôle et des employés bénéficiant des rémunérations les plus élevées,
- de rendre compte de ses travaux et de soumettre ses propositions au Conseil de Surveillance de la filiale de gestion d'actifs, notamment concernant la politique de rémunération.

Ce comité réunit :

- Deux membres du Directoire de Neuflyze OBC.
- Le responsable global de la ligne métier Produits & Solutions.

1.2. Le Comité Technique des Rémunérations du Groupe Neuflyze OBC

La composition et les missions du Comité Technique des Rémunérations du Groupe Neuflyze OBC sont détaillées dans la Politique de Rémunération du Groupe Neuflyze OBC.

Le périmètre d'intervention du Comité Technique des Rémunérations du Groupe Neuflyze OBC couvre la société de gestion d'actifs du Groupe Neuflyze OBC.

1.3. Le rôle des fonctions dites de « Contrôle »

En conformité avec les réglementations applicables, les fonctions dites de « Contrôle » interviennent dans la mise en place, la revue et l'application de la politique de rémunération.

Les fonctions dites de « Contrôle » regroupent les fonctions appartenant à :

- La Direction des Risques de la filiale de gestion d'actifs de Neuflyze OBC.
- La Direction de la Conformité de la filiale de gestion d'actifs de Neuflyze OBC.
- La Direction de l'Audit du Groupe Neuflyze OBC, opérant notamment pour le compte de la filiale de gestion d'actifs de Neuflyze OBC.

II. POPULATION REGULEE PAR DES DISPOSITIONS GLOBALES

2.1. Identification

L'Autorité Bancaire Européenne (ABE) a publié des normes techniques réglementaires (Regulatory Technical Standards - March 2014 C (2014) 1332 final) définissant les critères d'identification des catégories de personnel dont l'activité professionnelle serait susceptible d'avoir un impact matériel sur le profil de risque de l'institution. Ces collaborateurs sont qualifiés de « Salariés Identifiés ». Un collaborateur peut devenir Salarié Identifié selon des critères qualitatifs (poste, rôle), et/ou quantitatifs (revenus).

Au niveau du Groupe ABN AMRO, la liste de personnes appartenant à la catégorie régulée de personnel (Salariés Globaux Identifiés) basée sur les RTS de l'ABE est réexaminée tous les ans. L'application de la méthodologie du Groupe ABN AMRO est décrite au chapitre 9 de la Politique de Rémunération du Groupe Neuflyze OBC.

A ce jour l'identification de Salariés Globaux Identifiés a conduit à l'identification du rôle du Président de la filiale de gestion d'actifs du Groupe Neuflyze OBC, selon les critères qualitatifs. A l'avenir, d'autres rôles pourront être qualifiés de Salariés Globaux Identifiés.

Toutes les décisions de rémunération concernant les collaborateurs du Groupe Neuflyze OBC appartenant à la catégorie régulée selon les critères du Groupe ABN AMRO doivent être soumises pour approbation formelle aux Managing Board et Conseil de Surveillance du Groupe ABN AMRO.

Il est précisé que les collaborateurs régulés du fait des dispositions globales au sein d'AAIS appartiennent également à la catégorie de personnel régulé du fait des dispositions locales (salariés locaux identifiés). Pour ces personnes, seules les dispositions globales s'appliquent.

2.2. Gestion de la performance

Les critères pour la fixation des objectifs et l'évaluation de la performance de personnel identifié par les dispositions du Groupe ABN AMRO sont détaillés dans la Politique de Rémunération du Groupe Neuflyze OBC (section 9.1.3 critères pour la fixation d'objectifs et l'évaluation de la performance »).

2.3. Modalités de versement et structure de la rémunération variable

Un plan de rémunération variable (« Variable Compensation Plan ») a été mis en place par le Groupe ABN AMRO à l'attention des collaborateurs régulés du fait des dispositions globales.

2.3.1. Part initiale et différée

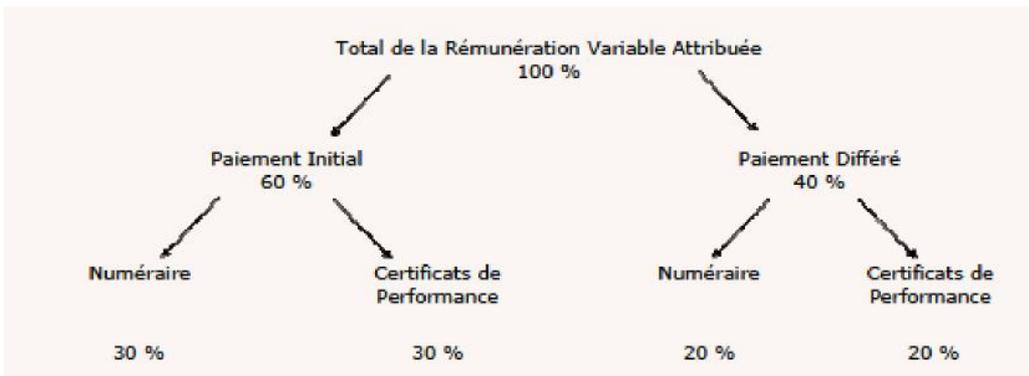
La rémunération variable attribuée aux collaborateurs susmentionnés est divisée en deux parts, dont une initiale et une différée, selon les pourcentages suivants :

- Part initiale : 60% de l'attribution totale.
- Part différée : 40% de l'attribution totale.

Ces deux parts sont elles-mêmes subdivisées en deux parts égales, l'une numéraire et l'autre non-numéraire selon les pourcentages suivants :

- Part initiale numéraire : 50% de la part initiale (soit 30% de l'attribution totale).
- Part initiale non-numéraire : 50% de la part initiale (soit 30% de l'attribution totale).
- Part différée numéraire : 50% de la part différée (soit 20% de l'attribution totale).
- Part différée non-numéraire : 50% de la part différée (soit 20% de l'attribution totale).

Jusqu'à l'année de performance 2016 la part non-numéraire prenait la forme de certificats de performance dont la valeur fluctuait (i) avec l'évolution de la Valeur d'Actif Net du Groupe ABN AMRO et (ii) avec la sous-performance de la Valeur Liquidative des parts du compartiment multi-assets (profilé 2) de la Sicav AA MMF. Ce compartiment est investi dans des pools représentatifs des différents styles de gestion implémentés par la société de gestion. Suite à l'introduction en bourse du Groupe ABN AMRO un nouvel instrument non numéraire sera applicable à partir de l'année de performance 2016.



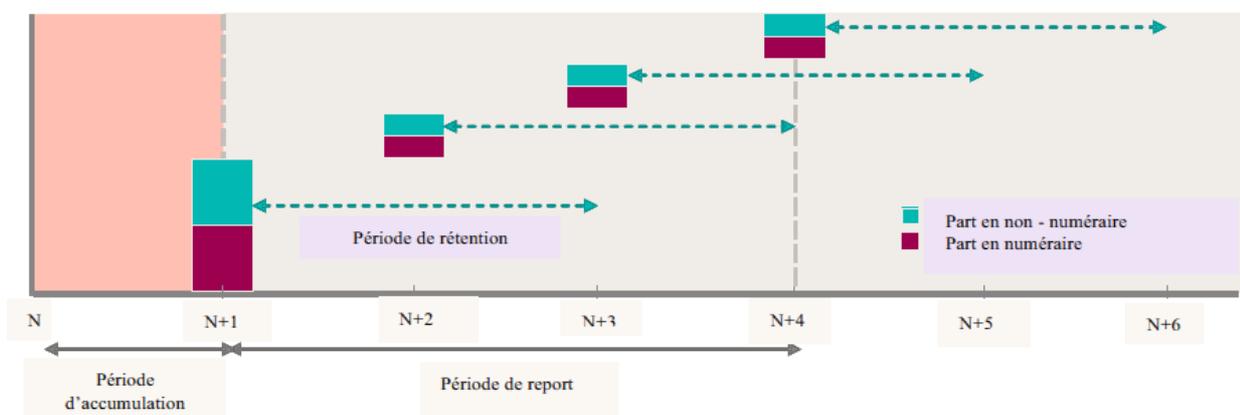
2.3.2. Acquisition et règlement

La part initiale de la rémunération variable attribuée au titre de l'année N est acquise en mars N+1. Selon la réglementation, la part différée de la rémunération variable attribuée en mars N+1 au titre de l'année N est acquise progressivement par tiers pendant les trois exercices suivant l'année d'attribution, c'est-à-dire mars N+2, mars N+3 et mars N+4.

Le règlement en numéraire de certificats de performance ne peut s'effectuer qu'après une période de rétention de deux ans, c'est-à-dire que les certificats de performance ne sont pas formellement acquis avant la fin de cette période de rétention, à condition que le collaborateur soit toujours en poste⁽¹⁾ et dans la limite d'une rémunération variable maximum de 50% pour les collaborateurs appartenant au Management Group d'ABN AMRO.

(1) Si un participant au « Variable Compensation Plan » quitte la société pour des raisons qui lui permettent de bénéficier du statut de « Good Leaver », toutes les modalités normales et le calendrier initial d'acquisition s'appliqueront.

Si un collaborateur quitte l'entreprise avant le règlement en numéraire de la totalité des parts différées, et qu'il remplit les conditions de versement d'une rémunération variable à la date du départ, ainsi qu'à la date de versement en numéraire de chacune des parts différées restant à payer, toutes les modalités normales et le calendrier initial d'acquisition s'appliqueront.



2.3.3. Ajustement

Juste avant l'acquisition des parts différées de rémunération variable, les scores relatifs aux objectifs de performance de la période concernée sont réévalués. Cette réévaluation aura lieu après respectivement un, deux puis trois années après la fin de celle au cours duquel l'attribution a eu lieu.

Le montant de rémunération variable attribué au collaborateur peut faire l'objet d'une revue pour un ajustement à la baisse potentielle selon les conditions définies par la Politique de Rémunération du Groupe Neulize OBC (6.4 « révisions du montant de rémunération variable »). Les conclusions seront ensuite mises à la disposition du Comité des Rémunérations de la société de gestion ainsi que du Managing Board et Conseil de Surveillance du Groupe ABN AMRO.

A la suite des recommandations de ces instances, le Groupe Neulize OBC peut ajuster la rémunération variable à la baisse et même décider de ne pas payer la totalité ou une partie de la rémunération variable qui reste encore impayée. En aucun cas les ajustements de risques à posteriori ne pourront entraîner une augmentation de la rémunération variable.

Le montant de rémunération variable attribuée au salarié identifié peut être réévalué pour un potentiel ajustement à la baisse (malus) dans les cas suivants :

- en cas de non-respect de normes de bonne conduite ou d'une erreur sérieuse de la part du collaborateur (par exemple le non-respect du règlement intérieur ou autres règles internes, en particulier celles relatives à la gestion du risque) et/ou
- pertes substantielles subies a posteriori par le Groupe ABN AMRO (sur une base consolidée) et/ou de l'entité juridique dans laquelle travaille le collaborateur et/ou
- pertes substantielles subies par les lignes de métier concernées du Groupe ABN AMRO (sur une base consolidée) et/ou de l'entité juridique dans laquelle travaille le collaborateur et/ou
- changements significatifs dans le niveau de fonds propres (économiques ou réglementaires) du Groupe ABN AMRO.

Les conclusions de cette réévaluation seront mises à la disposition du Comité des Rémunérations d'AAIS ainsi que du Managing Board et Conseil de Surveillance du Groupe ABN AMRO.

A la suite des recommandations de ces instances, le Groupe Neulize OBC peut ajuster la rémunération variable à la baisse et même décider de ne pas payer la totalité ou une partie de la rémunération variable qui reste encore impayée. En aucun cas les ajustements de risques à posteriori ne pourront entraîner une augmentation de la rémunération variable.

2.3.4. Clawback

Le principe du clawback, détaillé dans la Politique de Rémunération du Groupe Neulize OBC, s'applique dans les mêmes conditions aux collaborateurs au sein d'AAIS.

III. POPULATION REGULEE PAR DES DISPOSITIONS LOCALES

Le seuil de matérialité appliqué par le Groupe ABN AMRO lors de l'identification de personnel susceptible à avoir une incidence sur son profil de risque est différent de celui utilisé au niveau local par le Groupe Neulize OBC. Conformément aux principes de bonne gestion et concernant les directives applicables à la gestion d'actifs (UCITS et AIFMD), il en résulte l'existence d'une catégorie de personnel régulé comprenant des collaborateurs du Groupe Neulize OBC. Cette catégorie de personnel est considérée comme régulée par des dispositions locales et comprenant des salariés identifiés par ABN AMRO Investment Solutions.

3.1. Identification du personnel

A ce jour, les employés identifiés comme relevant de ces dispositions appartiennent notamment, au sein de la société de gestion d'actifs du groupe Neulize OBC, aux fonctions suivantes :

- Les membres du Conseil de Surveillance de la filiale de gestion d'actifs de Neulize OBC,
- Les membres du Directoire,
- Les responsables de pôle de gestion,
- Les gérants de portefeuille,
- Le responsable de la conformité et du contrôle interne,
- Le responsable des Risques,
- Le responsable des équipes commerciales,
- Tout autre collaborateur ayant une incidence, similaire à celle des fonctions citées ci-dessus, sur le profil de risque de la filiale de gestion d'actifs du Groupe Neulize OBC.

Il est à noter que, pour les collaborateurs d'AAIS qui appartiendraient à la fois à la population régulée du fait des dispositions globales et du fait des dispositions locales, seules les modalités afférentes au statut de salarié identifié du fait des dispositions globales s'appliquent.

3.2. Gestion de la performance

Les objectifs des collaborateurs appartenant à ABN AMRO Investment Solutions (AAIS) et régulés du fait des réglementations applicables aux sociétés de gestion par les dispositions locales répondent à la même structure que celle applicable aux autres collaborateurs du Groupe Neulize OBC.

La période d'accumulation, durant laquelle les performances sont évaluées et mesurées en vue de déterminer la rémunération du collaborateur concerné, est fixée à un an.

3.3. Modalités de versement et structure de la rémunération variable

3.3.1. Part initiale et différée

Les collaborateurs susmentionnés se voient appliquer des modalités spécifiques de versement de rémunération variable du fait de la mise en œuvre des réglementations applicables à AAIS, pour la part de rémunération variable versée au titre de l'activité au sein de la société de gestion d'actifs, telles que définies ci-dessous, au titre de l'année N :

- Les rémunérations variables dont le montant brut est inférieur ou égal à 100 000€ sont versées, en numéraire et en un versement unique, avec la paie du mois de mars N+1,
- Les rémunérations variables dont le montant brut est supérieur à 100 000€ sont versées selon les modalités définies ci-dessous. Ces modalités s'appliquent dès le premier euro de rémunération variable.

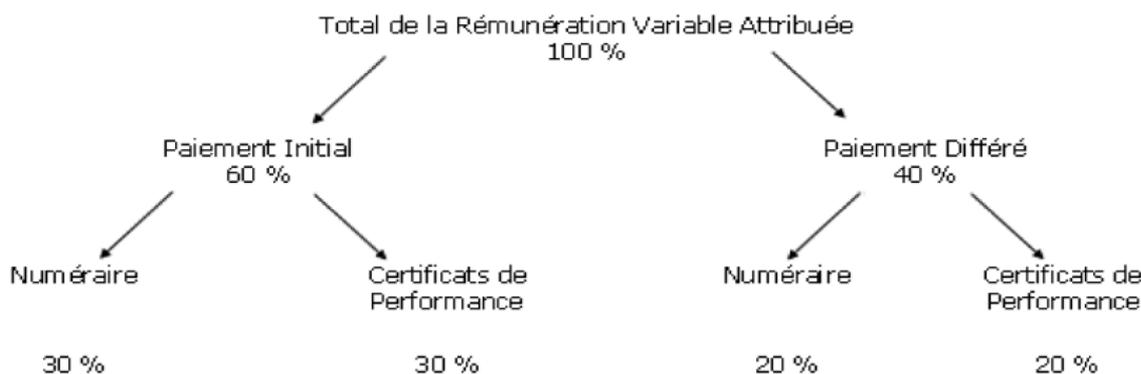
Au-delà de 100 000€, la rémunération variable attribuée aux collaborateurs susmentionnés est divisée en deux parts, l'une dite « initiale », l'autre dite « différée », selon les pourcentages suivants :

- Part initiale : 60% de l'attribution totale,
- Part différée : 40% de l'attribution totale.

Ces deux parts sont elles-mêmes subdivisées en deux parts égales, l'une numéraire et l'autre non numéraire selon les pourcentages suivants :

- Part initiale numéraire : 50% de la part initiale (soit 30% de l'attribution totale),
- Part initiale non-numéraire : 50% de la part initiale (soit 30% de l'attribution totale),
- Part différée numéraire : 50% de la part différée (soit 20% de l'attribution totale),
- Part différée non-numéraire : 50% de la part différée (soit 20% de l'attribution totale).

Les parts non numéraires prennent la forme de certificats de performance dont la valeur fluctue annuellement avec l'évolution de la Valeur Liquidative des parts du compartiment multi-assets (profilé 2) de la Sicav AA MMF. Ce compartiment est investi dans des pools représentatifs des différents styles de gestion implémentés par la société de gestion.



3.3.2. Acquisition et règlement

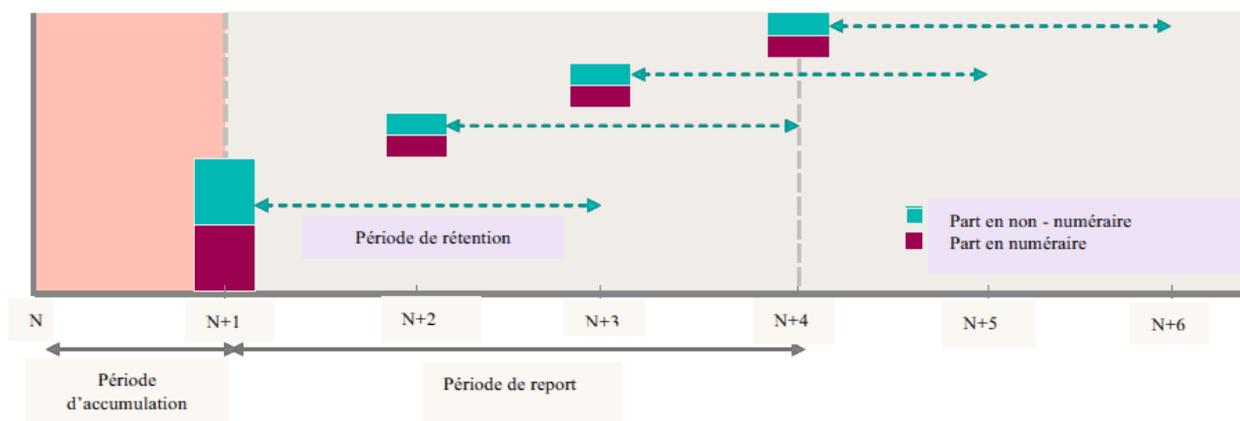
La part initiale de la rémunération variable attribuée au titre de l'année N est acquise en mars N+1.

La part différée de la rémunération variable attribuée en mars N+1 au titre de l'année N est acquise progressivement, par tiers, au cours des trois exercices suivants l'exercice d'attribution soit mars N+2, mars N+3 et mars N+4.

Le règlement des parts numériques s'effectue à la date d'acquisition soit en mars N+1 pour la part initiale puis en mars N+2, N+3 et N+4 pour les différentes parts différées.

Le règlement en numéraire des certificats de performance ne pourra s'effectuer qu'après le respect d'une durée de rétention de deux ans, c'est-à-dire qu'il ne sera formellement acquis qu'à l'issue de la période de rétention.

Si un collaborateur quitte l'entreprise avant le règlement en numéraire de la totalité des parts différées, et qu'il remplit les conditions de versement d'une rémunération variable à la date du départ, ainsi qu'à la date de versement en numéraire de chacune des parts différées restant à payer, toutes les modalités normales et le calendrier initial d'acquisition s'appliqueront.



Juste avant l'acquisition des parts différées de rémunération variable, les scores relatifs aux objectifs de performance de la période concernée seront réévalués.

Cette réévaluation aura lieu après respectivement un, deux puis trois exercices après la fin de celui au cours duquel l'attribution a eu lieu.

Une réévaluation du montant attribué de rémunération variable (« malus ») pourra être réalisée dans les circonstances telles que définies dans la Politique de Rémunération du Groupe Neulize OBC (6.4. « Révisions du montant de rémunération variable »). Les conclusions seront ensuite mises à disposition du Comité des Rémunérations de la société de gestion.

A la suite des recommandations de cette instance, le Groupe Neulize OBC pourra ajuster une rémunération variable à la baisse, y compris en décidant de ne pas payer tout ou partie de la rémunération variable demeurant impayée. En aucun cas les ajustements de risques a posteriori ne pourront entraîner une augmentation de la rémunération variable.

3.3.3. Ajustement

Le montant de rémunération variable attribuée au salarié identifié peut être réévalué pour un potentiel ajustement à la baisse (malus) dans les cas suivants :

- o en cas de non-respect de normes de bonne conduite ou d'une erreur sérieuse de la part du collaborateur (par exemple le non-respect du règlement intérieur ou autres règles internes, en particulier celles relatives à la gestion du risque) et/ou
- o pertes substantielles subies a posteriori par le Groupe ABN AMRO (sur une base consolidée) et/ou de l'entité juridique dans laquelle travaille le collaborateur et/ou
- o pertes substantielles subies par les lignes de métier concernées du Groupe ABN AMRO (sur une base consolidée) et/ou de l'entité juridique dans laquelle travaille le collaborateur et/ou
- o changements significatifs dans le niveau de fonds propres (économiques ou réglementaires) du Groupe ABN AMRO.

Les conclusions de cette réévaluation seront mises à la disposition du Comité des Rémunérations de Neulize OBC ainsi que du Managing Board et Conseil de Surveillance du Groupe ABN AMRO.

A la suite des recommandations de ces instances, le Groupe Neulize OBC peut ajuster la rémunération variable à la baisse et même décider de ne pas payer la totalité ou une partie de la rémunération variable qui reste encore impayée. En aucun cas les ajustements de risques à posteriori ne pourront entraîner une augmentation de la rémunération variable.

3.3.4. Clawback

Le principe du clawback, détaillé dans la Politique de Rémunération du Groupe Neulize OBC, s'applique dans les mêmes conditions aux collaborateurs au sein d'AAIS.

Informations quantitatives

Année de performance	2018	2019	2020	2021	2022
Nombres de collaborateurs (au 31/12)	84	83	80	80	Non disponible lors de l'élaboration du rapport*
Salaires fixes	6 945 014€	6 911 239€	6 898 909€	7 064 350€	
Rémunérations variables totales au titre de l'année de performance (différées + non différées)	1 875 500€	1 515 000€	1 032 000€	1 487 640€	
Total	8 820 514€	8 426 239€	7 930 909€	8 551 990 €	

*Les données 2022 seront validées par les instances de surveillance au mois de Juin 2023.

AUTRES INFORMATIONS

Le Prospectus complet de l'OPC et les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite du porteur auprès de :

ABN AMRO Investment Solutions

Société de gestion agréée par l'AMF le 20/09/1999, sous le numéro GP 99027.

3, avenue Hoche

75008 Paris

Des explications supplémentaires peuvent être obtenues par email :

OPC.neuflyzeobc@fr.abnamro.com

5. CERTIFICATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES



61, rue Henri Regnault La Défense
92400 COURBEVOIE
France
Tél : +33 (0)1 49 97 60 00
Fax : +33 (0)1 49 97 60 01
www.mazars.fr

FCP EPARINTER INFLATION PLUS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 décembre 2022

FCP EPARINTER INFLATION PLUS

3, avenue hoche
75008 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 décembre 2022

Aux porteurs de parts du FCP EPARINTER INFLATION PLUS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif constitué sous forme de fonds commun de placement (FCP) EPARINTER INFLATION PLUS relatifs à l'exercice clos le 30 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du FCP à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les instruments financiers en portefeuille, et sur la présentation d'ensemble des comptes au regard du plan comptable des organismes de placement à capital variable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée-ci avant. Nous n'exprimons donc pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le FCP ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre FCP.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du FCP à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces

informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Fait à Courbevoie, date de la signature électronique

Document authentifié et daté par signature électronique



Signature
numérique de
Bertrand DESPORTES
Date : 2023.06.28
18:53:26 +02'00'

Bertrand DESPORTES

6. COMPTES DE L'EXERCICE

BILAN AU 30/12/2022 en EUR

ACTIF

	30/12/2022	31/12/2021
IMMOBILISATIONS NETTES		
DÉPÔTS		
INSTRUMENTS FINANCIERS	99 401 012,64	127 476 929,98
Actions et valeurs assimilées		
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé		
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé		
Obligations et valeurs assimilées		
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé		
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé		
Titres de créances		
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé		
Titres de créances négociables		
Autres titres de créances		
Non négoiés sur un marché réglementé ou assimilé		
Organismes de placement collectif	99 367 193,34	127 297 981,69
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	99 367 193,34	127 297 981,69
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE		
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés		
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés		
Autres organismes non européens		
Opérations temporaires sur titres		
Créances représentatives de titres reçus en pension		
Créances représentatives de titres prêtés		
Titres empruntés		
Titres donnés en pension		
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme	33 819,30	178 948,29
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	33 819,30	178 948,29
Autres opérations		
Autres instruments financiers		
CRÉANCES	79 362,85	468 167,43
Opérations de change à terme de devises		
Autres	79 362,85	468 167,43
COMPTES FINANCIERS	551 177,72	386 257,49
Liquidités	551 177,72	386 257,49
TOTAL DE L'ACTIF	100 031 553,21	128 331 354,90

PASSIF

	30/12/2022	31/12/2021
CAPITAUX PROPRES		
Capital	100 945 009,67	128 755 012,88
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)		
Report à nouveau (a)		
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a, b)	-662 647,90	-136 049,70
Résultat de l'exercice (a, b)	-483 687,59	-549 969,36
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *	99 798 674,18	128 068 993,82
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>		
INSTRUMENTS FINANCIERS	33 819,40	212 803,17
Opérations de cession sur instruments financiers		
Opérations temporaires sur titres		
Dettes représentatives de titres donnés en pension		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme	33 819,40	212 803,17
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	33 819,40	212 803,17
Autres opérations		
DETTES	37 568,31	48 671,76
Opérations de change à terme de devises		
Autres	37 568,31	48 671,76
COMPTES FINANCIERS	161 491,32	886,15
Concours bancaires courants	161 491,32	886,15
Emprunts		
TOTAL DU PASSIF	100 031 553,21	128 331 354,90

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

HORS-BILAN AU 30/12/2022 en EUR

	30/12/2022	31/12/2021
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
US 10YR NOTE 0323	3 682 727,22	
EC EURUSD 0322		27 539 900,63
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		
AUTRES OPÉRATIONS		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		

COMPTE DE RESULTAT AU 30/12/2022 en EUR

	30/12/2022	31/12/2021
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	4 067,72	38,70
Produits sur actions et valeurs assimilées		
Produits sur obligations et valeurs assimilées		
Produits sur titres de créances		
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres		
Produits sur instruments financiers à terme		
Autres produits financiers		
TOTAL (1)	4 067,72	38,70
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres		
Charges sur instruments financiers à terme		
Charges sur dettes financières	9 791,96	14 719,63
Autres charges financières		
TOTAL (2)	9 791,96	14 719,63
RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)	-5 724,24	-14 680,93
Autres produits (3)		
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	488 732,45	544 726,90
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	-494 456,69	-559 407,83
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	10 769,10	9 438,47
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)		
RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	-483 687,59	-549 969,36

I. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.
La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.
La durée de l'exercice est de 12 mois.

Règles d'évaluation des actifs

Méthodes d'évaluation et modalités pratiques

Sauf précisé, tous les instruments sont valorisés sur la base du jour de la valeur liquidative, heure de Paris.

Actions et valeurs assimilées

Les actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé sont évaluées au cours de clôture.
Les actions et valeurs assimilées non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sur la base de cours disponibles auprès de contributeurs, ou à défaut sur la base d'une modélisation effectuée par la Société de Gestion.

Actions et Parts d'OPC ou fonds d'investissement

Les actions ou parts d'OPC ou fonds d'investissement sont valorisées à la dernière valeur liquidative connue (officielle ou estimée).

ETF/Trackers

Les ETF/Trackers sont évalués au cours de clôture.

Titres de créances et instruments du marché monétaire

Les obligations et valeurs assimilées, à l'exception des obligations convertibles, sont évaluées au dernier cours coté bid.
Les obligations convertibles sont évaluées au dernier cours coté mid.

Les titres de créances négociables sont évalués selon les méthodes suivantes :

- Les titres de créances négociables d'une durée à l'émission supérieure à trois mois et dont la durée résiduelle est supérieure ou égale à 3 mois sont évalués au dernier cours connu reçu de contributeurs.
- Les titres de créances négociables d'une durée à l'émission supérieure à trois mois, mais dont la durée résiduelle est inférieure à trois mois, sont évalués en linéarisant, sur la durée de vie résiduelle, la différence entre la dernière valeur actuelle retenue et la valeur de remboursement.
- Les titres de créances négociables d'une durée à l'émission inférieure ou égale à trois mois sont évalués en linéarisant, sur la durée de vie résiduelle, la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement.

Les titres de créances pour lesquels un cours n'est pas disponible auprès de contributeurs sont évalués sur la base d'une modélisation effectuée par la Société de Gestion.

En application du principe de prudence, ces évaluations peuvent être corrigées du risque émetteur ou de liquidité. Le détail des contributeurs de cours sélectionnés est précisé dans un « Pricing Sheet Agreement » défini entre le valorisateur et la Société de Gestion.

Instruments financiers à terme et dérivés

Les contrats à terme fermes et conditionnels (hors contrats sur devises) sont valorisés au cours de compensation. Les contrats à terme fermes et conditionnels sur devises sont valorisés au cours de 17h00.

Swaps

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont évalués à leur valeur de marché par recours à des modèles financiers calculée par le valorisateur ou les contreparties sous le contrôle et la responsabilité de la Société de Gestion. Toutefois, en cas d'échange financier adossé, l'ensemble, composé du titre et de son contrat d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises, fait l'objet d'une évaluation globale.

Devises

Les actifs et passifs libellés dans une devise différente de la devise de référence de la valorisation sont évalués au cours de 17h00.

Change à Terme

Les contrats sont au cours de 17h00.

Dépôts

Les dépôts à terme sont évalués à leur valeur contractuelle. En application du principe de prudence, ces évaluations peuvent être corrigées du risque de défaillance de la contrepartie.

Emprunts d'espèces

Les emprunts sont évalués à leur valeur contractuelle.

Opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres

Les créances représentatives des titres reçus en pension sont évaluées à leur valeur contractuelle majorée des intérêts à recevoir calculés prorata temporis.

Les titres donnés en pension sont évalués à leur valeur de marché et les dettes représentatives des titres donnés en pension sont évaluées à leur valeur contractuelle majorée des intérêts à payer calculés prorata temporis.

Les créances représentatives de titres prêtés sont évaluées à la valeur de marché des titres concernés, majorée de la rémunération du prêt calculée prorata temporis.

Les titres empruntés ainsi que les dettes représentatives des titres empruntés sont évalués à la valeur de marché des titres concernés majorée de la rémunération calculée prorata temporis.

Les instruments financiers dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé sont évalués à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la société de gestion.

Ces évaluations et leur justification sont communiquées au Commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

FRAIS FACTURES AU FIA	ASSIETTE	TAUX BAREME
Frais de gestion financière et frais administratifs externes à la société de gestion	Actif net	0,45% TTC, Taux maximum
Frais indirects maximum (commission et frais de gestion)	Actif net	Frais de gestion : 2,5% Commission de souscription et de rachat : néant
Commissions de mouvements - Société de gestion - Dépositaire	Prélèvement sur chaque transaction	- Néant - Néant
Commission de surperformance	Actif net	Néant

La rétrocession de frais de gestion à percevoir est prise en compte à chaque valeur liquidative. Le montant provisionné est égal à la quote-part de rétrocession acquise sur la période considérée.

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majorés du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Il est augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

Part(s)	Affectation du résultat net	Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées
Part EPARINTER INFLATION PLUS	Capitalisation	Capitalisation

2. EVOLUTION DE L'ACTIF NET AU 30/12/2022 en EUR

	30/12/2022	31/12/2021
ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE	128 068 993,82	111 431 618,33
Souscriptions (y compris les commissions de souscriptions acquises à l'OPC)		
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-4 618 090,31	-3 951 762,72
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	2 845 093,54	1 973 852,61
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-1 205 285,37	
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	46 986,96	398 052,57
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	-2 592 287,77	-2 523 218,42
Frais de transactions	-3 957,57	-8 634,67
Différences de change	2 990 574,25	3 142 217,83
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	-25 026 128,99	18 368 294,74
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	9 535 589,34	34 561 718,33
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	-34 561 718,33	-16 193 423,59
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	-212 767,69	-202 018,62
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	-33 819,40	178 948,29
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	-178 948,29	-380 966,91
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes		
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat		
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	-494 456,69	-559 407,83
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes		
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat		
Autres éléments		
ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE	99 798 674,18	128 068 993,82

3. COMPLEMENTS D'INFORMATION

3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ECONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
ACTIF		
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
TITRES DE CRÉANCES		
TOTAL TITRES DE CRÉANCES		
PASSIF		
OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
HORS-BILAN		
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Taux	3 682 727,22	3,69
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE	3 682 727,22	3,69
AUTRES OPÉRATIONS		
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS		

3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
ACTIF								
Dépôts								
Obligations et valeurs assimilées								
Titres de créances								
Opérations temporaires sur titres								
Comptes financiers							551 177,72	0,55
PASSIF								
Opérations temporaires sur titres								
Comptes financiers							161 491,32	0,16
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	3 682 727,22	3,69						
Autres opérations								

3.3. VENTILATION PAR MATURITE RESIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(*)

	< 3 mois	%]3 mois - 1 an]	%]1 - 3 ans]	%]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
ACTIF										
Dépôts										
Obligations et valeurs assimilées										
Titres de créances										
Opérations temporaires sur titres										
Comptes financiers	551 177,72	0,55								
PASSIF										
Opérations temporaires sur titres										
Comptes financiers	161 491,32	0,16								
HORS-BILAN										
Opérations de couverture									3 682 727,22	3,69
Autres opérations										

(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'EVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1 USD		Devise 2 AUD		Devise 3 GBP		Devise N AUTRE(S)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
ACTIF								
Dépôts								
Actions et valeurs assimilées								
Obligations et valeurs assimilées								
Titres de créances								
OPC	55 926 416,40	56,04						
Opérations temporaires sur titres								
Créances	79 362,85	0,08						
Comptes financiers								
PASSIF								
Opérations de cession sur instruments financiers								
Opérations temporaires sur titres								
Dettes								
Comptes financiers	160 591,55	0,16	844,40		38,83		16,54	
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	3 682 727,22	3,69						
Autres opérations								

3.5. CREANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	30/12/2022
CRÉANCES		
	Dépôts de garantie en espèces	79 362,85
TOTAL DES CRÉANCES		79 362,85
DETTES		
	Frais de gestion fixe	37 568,31
TOTAL DES DETTES		37 568,31
TOTAL DETTES ET CRÉANCES		41 794,54

3.6. CAPITAUX PROPRES

3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
Parts souscrites durant l'exercice		
Parts rachetées durant l'exercice	-3 419,000	-4 618 090,31
Solde net des souscriptions/rachats	-3 419,000	-4 618 090,31
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	78 777,871	

3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Total des commissions acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	

3.7. FRAIS DE GESTION

	30/12/2022
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	488 732,45
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,45
Rétrocessions des frais de gestion	

3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNES

3.8.1. Garanties reçues par l'OPC :

Néant.

3.8.2. Autres engagements reçus et/ou donnés :

Néant.

3.9. AUTRES INFORMATIONS

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	30/12/2022
Titres pris en pension livrée	
Titres empruntés	

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	30/12/2022
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	30/12/2022
Actions			
Obligations			
TCN			
OPC			30 554 835,23
	LU0849851471	ABN AMRO MM ARIST US-I USD	3 010 335,91
	LU1181318780	ABN AMRO MM-FOM NEMKE-I USD	10 725 842,30
	LU1481506050	ABN AMRO Multi-Manager Funds - Parnassus US Sustainable Eqs	16 818 657,02
Instruments financiers à terme			
Total des titres du groupe			30 554 835,23

3.10. TABLEAU D'AFFECTION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	30/12/2022	31/12/2021
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau		
Résultat	-483 687,59	-549 969,36
Total	-483 687,59	-549 969,36

	30/12/2022	31/12/2021
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	-483 687,59	-549 969,36
Total	-483 687,59	-549 969,36

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	30/12/2022	31/12/2021
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées		
Plus et moins-values nettes de l'exercice	-662 647,90	-136 049,70
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice		
Total	-662 647,90	-136 049,70

	30/12/2022	31/12/2021
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	-662 647,90	-136 049,70
Total	-662 647,90	-136 049,70

3.11. TABLEAU DES RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DE L'ENTITE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	30/12/2022
Actif net en EUR	93 170 580,76	106 066 848,28	111 431 618,33	128 068 993,82	99 798 674,18
Nombre de titres	85 552,970	84 813,908	84 921,262	82 196,871	78 777,871
Valeur liquidative unitaire	1 089,03	1 250,58	1 312,17	1 558,07	1 266,83
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	-11,93	7,50	40,14	-1,65	-8,41
Capitalisation unitaire sur résultat	-5,15	-5,41	-5,44	-6,69	-6,13

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Organismes de placement collectif				
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays				
FRANCE				
LAZARD INVESTISSEMENT MICROCAPS	EUR	22 000	4 659 160,00	4,67
OSTRUM SRI MONEY I C	EUR	250	3 087 265,00	3,09
PLUVALCA FRANCE SMALL CAPS B SI	EUR	73 100,497	9 845 174,94	9,87
TOTAL FRANCE			17 591 599,94	17,63
IRLANDE				
NB EMERG MKTS DBT-LOC CUR-I	USD	1 417 000	11 099 667,37	11,12
TOTAL IRLANDE			11 099 667,37	11,12
LUXEMBOURG				
ABN AMRO MM ARIST US-I USD	USD	13 000	3 010 335,91	3,02
ABN AMRO MM-FOM NEMKE-I USD	USD	89 700	10 725 842,30	10,75
ABN AMRO Multi-Manager Funds - Parnassus US Sustainable Eqs	USD	106 300	16 818 657,02	16,85
AMUNDI FUNDS EUROPEAN EQUITY VALUE I2 EUR C	EUR	5 500	12 390 785,00	12,42
BNP Paribas Funds Disruptive Technology I USD-Capitalisation	USD	110 000	14 271 913,80	14,30
CAP INTL JAPAN EQUITY-ZH EUR	EUR	350 000	5 365 500,00	5,37
SCHRODER INT SEL-FR M-C EUR	EUR	20 000	3 706 622,00	3,71
SCHRODER ISF EURO HIGH YD-C	EUR	30 000	4 386 270,00	4,40
TOTAL LUXEMBOURG			70 675 926,03	70,82
TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			99 367 193,34	99,57
TOTAL Organismes de placement collectif			99 367 193,34	99,57
Instrument financier à terme				
Engagements à terme fermes				
Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé				
US 10YR NOTE 0323	USD	35	-33 819,40	-0,04
TOTAL Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé			-33 819,40	-0,04
TOTAL Engagements à terme fermes			-33 819,40	-0,04
TOTAL Instrument financier à terme			-33 819,40	-0,04
Appel de marge				
APPEL MARGE CACEIS	USD	36 093,65	33 819,30	0,04
TOTAL Appel de marge			33 819,30	0,04
Créances			79 362,85	0,08
Dettes			-37 568,31	-0,04
Comptes financiers			389 686,40	0,39
Actif net			99 798 674,18	100,00

Part EPARINTER INFLATION PLUS	EUR	78 777,871	1 266,83
--------------------------------------	------------	-------------------	-----------------